

L'EDUCATION, PILIER FONDAMENTAL D'UNE CULTURE DE PAIX ET DE COEXISTENCE PACIFIQUE

KARIDIO Idrissa

Université Djibo Hamani (Tahoua- R. Niger)

yansalla02@yahoo.fr

ADAMOU Dilwani

Université André Salifou (Zinder –R. Niger)

dilwaniadamou@gmail.com

Résumé

Catalyseur de tout progrès, l'éducation est un droit fondamental pour chaque individu. Elle joue également un rôle crucial en tant que facteur d'unification et de paix. Cependant, les recherches sur le système éducatif négligent souvent cet aspect essentiel. En réalité, l'éducation et la formation représentent à la fois des soupapes de sécurité et des rampes pour tout développement, qu'il soit économique, social ou culturel.

Ces deux éléments sont des facteurs déterminants pour l'instauration d'une paix durable. Ils constituent des piliers du développement qui ne peuvent exercer leur plein potentiel que dans un environnement pacifique, d'où l'importance d'analyser le rapport dialectique entre paix et éducation. En ce sens, l'éducation et la formation doivent s'engager activement dans la prévention des conflits en véhiculant des valeurs, des attitudes et des comportements sociaux positifs. Cette étude exploratoire réalisée au Niger a révélé que l'éducation à la culture de la paix renforce non seulement les compétences des enseignants, mais génère également un climat scolaire de qualité. Ce climat favorise l'apprentissage des enfants grâce à des pratiques pédagogiques actives, participatives, coopératives, résolutives et proactives, qui sont transformantes. En intégrant ces approches dans le système éducatif, nous pouvons non seulement améliorer les résultats scolaires, mais aussi contribuer à la construction d'une société plus pacifique et harmonieuse. Il est donc impératif que les décideurs et les acteurs de l'éducation prennent en compte cette dimension dans leurs politiques et programmes, afin de garantir, dans une société de paix, un avenir meilleur pour les générations à venir.

Mots clés : *Culture-de-la-paix, coexistence-pacifique, développement, Education, progrès.*

Keywords: *Culture of peace, peaceful coexistence, development, education, progress.*

Introduction

La décennie que nous traversons aujourd'hui est marquée par une forte augmentation de la criminalité (Banque Mondiale, 2011). Aux crimes les plus courants, tels que les vols, les viols et les homicides, se sont ajoutées des attaques armées organisées par des bandes qui, parfois, sont même dirigées contre les symboles des États (Sagayar, 2002). Cette situation met en péril les fondements de la cohésion sociale, crée des suspicions au sein des groupes sociaux, perturbe l'équilibre et désorganise le tissu social.

Pour faire face à la pauvreté et parfois à la misère, les populations ont adopté plusieurs stratégies de survie, telles que la résilience (Chandler, 2012 ; Benoît, 2018), la migration (Gilliard P, 2005, 2006 ; Alpha Gado B, 1998 ; Mounkaila H., 2002), ou malheureusement, le banditisme armé, les actes de rébellion (Yousoufou Hamadou Daouda, 2011 ; Sagayar, 2002 Banque mondiale, 2011). Ce dernier est devenu la préoccupation majeure de l'ensemble des pays du Sahel, où des groupes armés s'attaquent fréquemment aux symboles de l'État.

Face à cette situation préoccupante, il est impératif de rechercher des solutions durables. De nombreux acteurs s'accordent à dire que l'éducation et la formation sont des déterminants essentiels pour l'instauration d'une paix durable. En effet, elles constituent des éléments clés du développement qui ne peuvent cependant jouer leur rôle que dans un environnement pacifique. Ceci souligne le rapport dialectique entre paix, éducation et formation. L'éducation ne se limite pas à l'acquisition de connaissances scolaires ; elle doit également promouvoir des valeurs de tolérance, de respect et de solidarité. En formant des citoyens responsables et engagés, l'éducation peut contribuer à réduire les tensions sociales et à favoriser un climat de confiance. Mais cela s'avère encore insuffisant pour conduire à

une paix véritablement durable. Il faut que cette éducation conduise aussi à un métier. D'où l'intérêt de la formation professionnelle. celle-ci peut offrir des alternatives viables à la criminalité en permettant aux individus d'accéder à des emplois dignes et stables, valorisants et intégrateurs. Il est donc crucial que les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les communautés collaborent pour mettre en place des programmes éducatifs et de formation adaptée aux besoins locaux. Cela inclut non seulement l'amélioration de l'accès à l'éducation, mais aussi la promotion de l'éducation à la paix et à la citoyenneté active. En investissant dans l'éducation et la formation, nous pouvons espérer construire un avenir plus serein et prospère pour les générations à venir.

1. Problématique

Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires, des tensions communautaires et des inégalités socio-économiques, comment le système éducatif nigérien peut-il renforcer son rôle en tant que pilier fondamental d'une culture de paix et de coexistence pacifique ?

1.1 Contexte de l'étude

La violence est devenue, de nos jours, une préoccupation internationale et une question d'actualité, au regard de la persistance d'une insécurité généralisée. Même l'école, autrefois perçue comme un sanctuaire de paix, d'échanges et de savoir, n'échappe pas à cette situation préoccupante. La question de la violence à l'école, ou de la violence en milieu scolaire, a fait l'objet de nombreuses réflexions et recherches (Bourdieu, Passeron, 1970 ; Boulton, 1993 ; Carra, Sicot, 1996 ; Charlot, 2000 ; Duru-Bellat, 2000 ; Carra, Faggianelli, 2002 ; 2003 ; 2011 ; Blaya, 2013 ; Mahamadou, 2025 ; UNICEF, 2014 ; Banque mondiale, 2011 ; Sagayar, 2002).

Justin Avolonto, cité par Agga Alhat (2000), a identifié plusieurs types de violence : la violence verbale, la violence physique, la violence écrite, ainsi que la violence par l'attitude ou le geste. Selon ces auteurs, les causes de cette violence sont à la fois externes et internes. Pour certains auteurs (Mahamadou, 2025 ; Nietzsche, 1886), les causes externes profondes de la violence à l'école sont liées à l'avènement des médias de communication, tels que les réseaux sociaux et les chaînes de télévision, qui diffusent en permanence des images violentes (accidents de circulation, bagarres entre groupes, exactions de groupes armés). Cette surexposition à la violence peut engendrer une banalisation de celle-ci, comme l'affirme Nietzsche (1886), cité par Mahamadou (2025 : 7) : « Celui qui combat le monstre doit prendre garde à ne pas devenir monstre lui-même. Si tu regardes longtemps un abîme, l'abîme regarde aussi en toi. » D'autres auteurs, comme Euloge Bibalou et Romaric Franck Quentin de Mongaryas (2024) et UNHCR (2022), soutiennent que la violence à l'école est le reflet d'une situation d'insécurité plus large qui sévit dans la sous-région (Sénégal, Niger, Nigéria, Tchad, Burkina Faso, Mali), exacerbée par l'extrémisme violent. Selon Elena Reilly (2015 : 6), « Plus d'un milliard d'enfants vivent dans des régions affectées par des conflits et des niveaux de violence élevés. » Cette situation entraîne une recrudescence de la violence dans la société en général et, en particulier, dans le milieu scolaire, par un effet de contamination.

Agga Alhat (2000) souligne également que l'école a une part de responsabilité dans cette violence. Il met en avant des injustices liées à la notation des élèves, le non-respect des textes en vigueur par les autorités administratives, la difficulté des adultes à gérer les erreurs des adolescents, ainsi que l'entretien de rapports douteux ou conflictuels entre enseignants et élèves.

Pour comprendre l'ampleur du phénomène, il est essentiel d'examiner les études d'Akkari (2021), de Lompo (2022) et de la Banque mondiale (2011). Il ressort de ces travaux qu'une grande partie de l'Afrique de l'Ouest a été victime de cette situation et continue de la vivre, notamment au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Burkina Faso, au Niger, au Nigeria, au Bénin et au Togo. Akkari et Sagayar (2021) pour leur part identifient trois grandes raisons expliquant cette situation :

- a. Les conflits armés internes ou transfrontaliers, notamment ceux provoqués par des groupes terroristes armés et le grand banditisme.
- b. Les conflits internes liés à l'instabilité politique, économique et sociale, ainsi qu'aux tensions interethniques, à la sécheresse et à la compétition entre différents groupes sociaux pour le contrôle des ressources économiques.
- c. La fragilité structurelle de nombreux États, incapables d'assurer la sécurité et l'alimentation.

Les modes opératoires de ces groupes incluent incendies, destructions, enlèvements, rançons et assassinats (OCHA, 2022). Ils sèment ainsi la terreur et la psychose au sein de la population. Au Niger, l'insécurité résultant de cette situation a entraîné la fermeture de plusieurs centaines d'écoles, laissant enseignants et apprenants dans l'incertitude et souvent, hélas, dans l'errance. Selon un rapport de *Comprendre Média* (2022), au 23 août 2022, 791 écoles étaient fermées dans les quatre régions du pays (Tillabéri, Tahoua, Diffa et Zinder), une situation fort dommageable pour une partie d'une génération ainsi sacrifiée, et laissée sur les bords de la route.

Il est donc crucial d'aborder cette problématique de manière holistique, en impliquant tous les acteurs concernés, afin de restaurer la paix et la sécurité dans les établissements scolaires

et au sein des communautés. L'éducation doit être repensée comme un vecteur de paix et de résilience, capable de contrer les effets dévastateurs de la violence.

1.2 Problème

Pour mieux aborder la question de l'éducation et de la formation dans le contexte actuel, il est essentiel de définir leur rôle fondamental. Selon de nombreux auteurs (Abdou, M. 1964 ; Durkheim, E. 2012 ; Aurore Duroye, F. H. 2019), l'éducation et la formation sont à la fois à la base de ce qui préserve la sécurité et de ce qui favorise tout développement. Ces deux éléments constituent des facteurs déterminants pour l'instauration d'une paix durable. Ils sont également des éléments clés du développement, qui ne peuvent jouer leur rôle que dans un environnement pacifique, d'où le rapport dialectique entre paix et éducation. Cette vision de l'école comme garant de la paix et de l'harmonie sociale est soutenue par des spécialistes de l'éducation, comme Abdou Sanoussi (2024 : 16), qui affirme : « L'école est un cadre conçu à dessein afin de transmettre aux enfants des connaissances, des habiletés ainsi que des attitudes nécessaires à une vie harmonieuse en société, que la famille n'est pas à même de leur garantir. En plus de promouvoir la paix, l'éducation et la formation jouent un rôle crucial dans la prévention des conflits. Comme le souligne la conférence de Mombasa (2004), il est impératif de « faire de nos systèmes éducatifs de véritables instances et forces de paix, de prévention et de résolution des conflits, ainsi que de construction de l'unité nationale ».

Ainsi, à travers les politiques éducatives, les modèles éducatifs, et les programmes, l'école a la capacité de promouvoir des valeurs, des attitudes et des comportements sociaux appropriés, susceptibles de prévenir les conflits et la violence. En parallèle, le système éducatif a mis en place plusieurs outils et stratégies pour faire face aux problèmes d'insécurité, notamment

l'éducation dans les situations d'urgence et la reconstruction des systèmes éducatifs post-conflits.

Il ressort de cette analyse quatre éléments essentiels dans lesquels l'éducation et la formation interviennent : la prévention des conflits, la promotion de la paix, l'éducation dans les situations d'urgence et la reconstruction des systèmes éducatifs post-conflits. Cependant, malgré cette volonté de promouvoir la paix, le monde est de plus en plus confronté à une insécurité croissante, marquée par des violences verbales et des attaques armées, parfois même au sein des établissements scolaires. Les actes de rébellion et de terrorisme se multiplient, et le nombre de conflits dans le monde, en particulier en Afrique, ne cesse d'augmenter. Le Sahel, autrefois considéré comme une zone de paix, d'harmonie et de brassage culturel, est aujourd'hui le théâtre de multiples conflits qui menacent même l'existence des États.

Face à cette montée vertigineuse de l'insécurité, des questions méritent d'être posées : Quels sont les mécanismes pédagogiques, institutionnels et sociétaux à mettre en place pour favoriser une éducation inclusive et porteuse de valeurs de tolérance et de dialogue interculturel et inter-religieux au Niger ? Quelle place pour la formation professionnelle pour le maintien d'une paix durable ?

Il est crucial d'engager une réflexion approfondie sur ces questions afin de redéfinir le rôle de l'éducation dans un monde en proie à l'insécurité. Cela nécessite une collaboration entre les gouvernements, les institutions éducatives, les ONG et les communautés pour créer des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs, où la paix et la résilience peuvent être cultivées. En intégrant des programmes éducatifs axés sur la paix et la résolution des conflits, nous pouvons espérer construire un avenir meilleur pour les générations à venir.

2. Méthodologie de la recherche

Pour répondre aux questions de recherche, nous avons choisi de mener une étude exploratoire. Ce type d'étude est particulièrement adapté à un environnement complexe, car il permet d'intégrer cette complexité et d'en identifier les déterminants. L'objectif d'une recherche exploratoire est d'explorer le problème en profondeur, d'en cerner les contours et les nuances, plutôt que de tirer des conclusions définitives, dans bien de cas, hâtives.

Dans notre cas, cette étude repose principalement sur une analyse de la documentation existante concernant la contribution de l'éducation et de la formation au maintien d'un climat de paix et de développement durable. Nous examinerons les différentes perspectives et approches qui ont été adoptées dans ce domaine, en mettant l'accent sur les résultats et les recommandations des recherches antérieures. Il est important de noter que notre étude se limitera exclusivement au contexte nigérien. Ce choix est motivé par la nécessité de comprendre les spécificités culturelles, sociales et politiques du Niger, qui influencent la dynamique entre éducation, paix et développement. En nous concentrant sur ce pays, nous espérons fournir une analyse approfondie et contextualisée qui pourra servir de base pour des recherches futures et des interventions pratiques. En outre, cette étude exploratoire nous permettra d'identifier les lacunes dans la littérature existante et de proposer des pistes pour des recherches ultérieures. Nous espérons ainsi contribuer à une meilleure compréhension du rôle de l'éducation et de la formation dans la promotion de la paix et du développement durable, tout en tenant compte des défis uniques auxquels le Niger est confronté.

3. Les Résultats

3.1 L'Éducation au Niger : Un pilier pour la paix et le développement

Dans le cadre de cette prévention, nous nous intéressons à trois fondements de système éducatif à savoir les politiques éducatives, les programmes sectoriels du développement de l'éducation et aux journées mondiales de l'éducation. La politique éducative peut être définie comme la détermination par l'État de finalités et de buts considérés comme optimaux dans le domaine de l'enseignement. Elle définit ainsi les priorités de l'éducation et tracer les axes de l'éducation en se fondant sur des valeurs, elle ouvre la voie à l'élaboration des curricula. Au Niger, la LOI n° 98-12 du 1^{er} juin 1998, portant orientation du système éducatif nigérien (LOSEN), a posé les jalons de prévoyance de paix durable et en mettant un accent particulier sur le développement harmonieux du pays et de la prévention des conflits. Cette loi se décline à travers plusieurs articles, notamment les articles 4, 9, 12, 14 et 15 qui intéressent notre sujet. L'article 12, en particulier, stipule par exemple que « la politique éducative nigérienne a pour finalité l'édification d'un système d'éducation capable de mieux valoriser les ressources humaines en vue d'un développement économique, social et culturel harmonieux du pays ». Cette politique éducative orientée vers la prévention des conflits et appuie par des programmes sectoriels comme le PDDE (Programme de Développement Durable de l'Éducation), le PESF (Programme Éducatif Sectoriel de Formation) et le PAEQ (Programme d'Action pour l'Éducation de Qualité) qui œuvrent tous pour la prévoyance de paix, la promotion de la paix et de la sécurité, en mettant un accent particulier sur le vivre-ensemble et la cohabitation pacifique. Ces initiatives visent à créer un

environnement éducatif propice à l'apprentissage des valeurs de tolérance, de respect et de solidarité.

C'est dans cette optique que s'inscrivent les Journées mondiales de l'éducation célébrées dans beaucoup de pays pour sensibiliser les acteurs sur le bienfait de l'éducation et de la paix comme ce fut le cas de Dosso le 27 janvier 2024, sous le thème « Apprendre pour une Paix Durable ». Cet événement met en lumière l'importance cruciale de l'éducation dans la prévention des conflits et la construction d'une société harmonieuse. En effet, l'éducation joue un rôle fondamental en tant qu'outil de sensibilisation et de formation des jeunes générations, leur permettant de devenir des acteurs de paix et de développement durable.

Ainsi, cette journée aura été l'occasion de rassembler les acteurs éducatifs, les décideurs politiques, les ONG et la société civile autour de discussions et d'ateliers visant à renforcer les initiatives éducatives en faveur de la paix. En favorisant un dialogue constructif et en partageant des bonnes pratiques, nous pouvons espérer contribuer à un avenir où l'éducation sera véritablement un vecteur de paix et de cohésion sociale au Niger.

3.2 Le maintien de la paix et de la cohésion sociale

L'éducation est un vecteur incontournable pour la stabilité, la cohésion sociale et la paix, comme le souligne Ousmane Diagana (2020). Cette promotion de la paix se manifeste à travers plusieurs actions, notamment le programme d'enseignement et la transmission du savoir, qui impliquent également les autres membres de la communauté. Dans le cadre de l'enseignement, des disciplines telles que l'histoire jouent un rôle crucial en rappelant les atrocités de la guerre, en explorant les relations intercommunautaires, les liens de parenté et la nécessité de promouvoir un vivre-ensemble considéré comme un héritage à perpétuer.

Ce culte de la paix est développé dans les programmes de l'enseignement général, qui affirment que « l'histoire aide à comprendre et à accepter la différence. Elle contribue ainsi à la construction de l'identité et au développement de la tolérance, une attitude indispensable en démocratie » (2015 : 140). L'enseignement de l'histoire doit donc susciter un sentiment d'appartenance à un même espace géographique et à une même communauté.

En parallèle de l'histoire, l'éducation civique et morale met l'accent sur des thématiques récurrentes, telles que les valeurs partagées, la solidarité, la paix, la tolérance, le bon vivre ensemble et le respect d'autrui, tout en bannissant la violence. Cette transmission de règles, de principes et de valeurs contribue à la promotion de la paix, comme le souligne le projet « Éducation Civique et Soutien aux Initiatives de Paix au Niger » de l'organisation Niger Espoir. L'objectif général de ce projet est de « contribuer à la consolidation de la paix et à l'amélioration de la stabilité sociale et politique au Niger ».

L'enseignement des valeurs et des bonnes habitudes chez les jeunes développe un sentiment d'appartenance à une communauté régie par des lois et des normes. L'éducation civique conduit à la formation d'un citoyen responsable, conscient de ses droits et devoirs vis-à-vis de l'État, favorisant ainsi un climat de mieux vivre ensemble. Comme le conclut Mohamed Sagayar Moussa (2020 : 1), « l'enseignement de valeurs et de connaissances peut aider les élèves à devenir des citoyens du monde responsables et capables de comprendre que l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) est un levier fort pour réfléchir » à une culture de la paix.

Au-delà des contenus, il est également nécessaire de réfléchir aux méthodes et stratégies d'enseignement et d'évaluer leur impact sur le maintien de la paix. L'école nigérienne, à travers les méthodes actives du programme rénové (2019 : 8), promeut une nouvelle pédagogie qui consiste à « rompre le voile qui

sépare trop souvent le savoir scolaire de la réalité sensible, attise la curiosité, brise le mur derrière lequel s'enferme la sensibilité de l'enfant, délivre l'école de cette atmosphère étouffante de caporalisme, et évite de tuer à jamais les qualités spontanées de l'élève ». Cette nouvelle stratégie offre un cadre d'échanges et de discussions sur des opinions diverses, renforce les capacités des élèves à penser de manière critique et développe le sens de la solidarité, le respect de la diversité et l'empathie. Ainsi, l'école encourage les élèves à collaborer entre eux et à s'engager en faveur de la paix et de la non-violence dans leurs communautés. En intégrant ces valeurs et ces méthodes dans le système éducatif, nous pouvons espérer former des générations futures capables de contribuer à un monde plus pacifique et harmonieux, en transcendant notamment leurs différences et leurs malentendus.

3.3 Education et reconstruction

Pour de nombreux acteurs, l'éducation joue un rôle capital dans la réconciliation et la reconstruction post-conflit. Ce rôle de reconstruction est particulièrement confié à l'éducation en situation d'urgence, comme l'affirme Mme. Anna P. Obura lors de la conférence de Mombasa le 3 juin 2004. Selon elle, l'éducation à la reconstruction post-conflit doit s'efforcer de corriger les défaillances de l'ancien système. « Pour éviter toute réapparition d'un conflit, il faut en comprendre les causes structurelles sous-jacentes, mais aussi identifier les dysfonctionnements du développement et les multiples conséquences des conflits ». Pour cette consultante en maintien de paix, « l'éducation pour la paix devra respecter, accepter et célébrer les différences culturelles et autres à l'école, afin de forger une unité communautaire et nationale ». Le Professeur Saliou Sarr (2010), aborde dans le même sens lors de la formation des inspecteurs sur « L'éducation à la paix, pourquoi, comment, le rôle de l'école » en ces mots : « L'école, parce

qu'elle est un des lieux privilégiés de formation des futurs citoyens, le vecteur des nouvelles valeurs, mais surtout parce qu'elle n'est pas non plus épargnée par la vague de violence qui sévit dans la société, doit éduquer à la paix. Pour cela, elle doit s'inscrire dans un véritable projet d'éducation à la citoyenneté, s'appuyant sur le dialogue, la concertation, la participation, la coopération, et lutter contre l'exclusion ». D'autres auteurs mettent l'accent sur le volet curatif des séquelles du conflit. En effet, en situation d'urgence, l'éducation fournit une protection physique, psychosociale et cognitive qui peut contribuer à soutenir et à sauver des vies. Ennio Miccoli (2018) souligne trois aspects essentiels de l'éducation en contexte post-conflit :

- **L'éducation aux droits de l'homme** : ce volet met en avant le droit fondamental de chaque être humain à une éducation de qualité.
- **Une approche communautaire** : impliquant tous les acteurs à tous les niveaux du système éducatif.
- **Une approche basée sur l'âge, le genre et la diversité** : avec une attention particulière aux groupes vulnérables et aux individus susceptibles de rencontrer des obstacles.

3.4. Le rôle des acteurs dans la construction d'une paix durable

Pour réussir cette mission de paix durable, il est essentiel que les principaux acteurs du système éducatif adoptent de nouveaux comportements et paradigmes.

3.4.1. Le rôle des élèves

Les élèves doivent développer des compétences essentielles pour la paix :

- ✚ Renforcement de la connaissance de soi, des valeurs

- humaines et de l'estime de soi ;
- ✚ Gestion des émotions et des comportements qui en découlent ;
 - ✚ Acquisition de compétences psychosociales (compétences relationnelles, interculturelles et éco-citoyennes) ;
 - ✚ Développement de capacités de discernement et de résolution créative des conflits ;
 - ✚ Amélioration de la motivation et des résultats scolaires par une meilleure intégration des disciplines académiques.

3.4.2. Le rôle des enseignants

Les enseignants doivent incarner les valeurs de l'éducation à la paix en :

- adoptant une posture pédagogique basée sur la discipline positive ;
- renforçant leurs compétences psychosociales pour améliorer la qualité de leur enseignement ;
- favorisant l'apprentissage des compétences de vie chez les élèves ;
- utilisant des activités pédagogiques favorisant un climat de paix en classe.

3.4.3. Le rôle du Ministère de l'Éducation nationale

Le Ministère de l'Éducation nationale doit jouer un rôle clé dans la promotion d'une culture de la paix en :

- formant de nouvelles générations d'enseignants ancrés dans les valeurs de paix ;
- assurant la formation d'élèves capables de privilégier le dialogue à la violence et la coopération à la compétition.

- établissant une équipe d'experts pour la formation des enseignants en éducation à la paix.

3.4.4. Contributions de la recherche

Les études et recherches doivent mettre l'accent sur deux aspects clés :

- la mise en place d'un dispositif de recherche pour accompagner l'implantation de l'éducation à la culture de la paix dans les écoles ;
- l'apport de l'enseignement supérieur et des instituts de recherche dans la formation des acteurs du système éducatif.

Ainsi, l'on peut dénombrer Cinq axes stratégiques pour une éducation à la paix

Axe 1 : État des lieux du patrimoine et des pratiques d'éducation à la culture de la paix.

Axe 2 : Développement de ressources pédagogiques

- Adaptation de la collection *Grandir en Paix* et création de supports didactiques.
- Production de guides pour intégrer l'éducation à la paix dans les programmes scolaires.

Axe 3 : Formation des enseignants

- Conception de modules d'éducation à la culture de la paix adaptés aux plans de formation.
- Formation des enseignants et des acteurs pédagogiques.
- Développement de modules de formation continue.

Axe 4 : Projets communauté-école

- Sensibilisation et renforcement des compétences des acteurs de la communauté éducative.

- Implication des comités de gestion et des clubs scolaires dans la promotion de la paix.

Axe 5 : Suivi et évaluation

- Mise en place de mécanismes de suivi pour mesurer l'impact de l'éducation à la paix.
- Ajustement des stratégies en fonction des résultats observés.

3.4. La formation professionnelle et maintien de la paix

Nous commençons ce volet par cette citation de Cluj et Roumanie, (2007) « Tout processus de changement commence nécessairement par l'apprentissage, que ce soit à l'échelle de l'individu, des organisations ou de la société », qui fait ressortir le rôle crucial de la formation dans tous changements sociétaux. Aujourd'hui la formation professionnelle est en plein essor dans nos pays et chaque année ce sont des milliers de jeunes qui sortent de ces écoles, centres, et instituts avec l'espoir d'avoir un emploi décent et contribuant au développement durable.

L'analyse de la documentation existante fait ressortir que l'enseignement professionnel à travers la transmission des compétences, l'accès possible à des emplois décents et le recrutement des anciennes milices participe au maintien de la paix. Examinons d'abord la contribution de la formation professionnelle au maintien de la paix à travers le postulat suivant « une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ». Les Objectifs du millénaire notamment l'ODD 16, dont l'objectif est de promouvoir des sociétés pacifiques et ouvertes à tous, à assurer l'accès à la justice pour tous et à mettre en place des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous à tous les niveaux. Partout dans le monde, les gens devraient être à l'abri de toute forme de violence et se sentir en sécurité dans leur vie, quelle que soit leur appartenance ethnique, leur foi ou leur orientation sexuelle. Pour

le maintien de la paix deux éléments retiennent notre attention la formation professionnelle assurer aux jeunes des compétences leur permettant de s'insérer dans des emplois rémunérer comme l'affirme Spencer (1997) à propos du conflit ivoirien ou le programme de réintégration fournit à l'ex combattant des compétences précieuses sur le marché du travail et des connaissances, pour améliorer le capital et la consolidation de la paix. D'autres auteurs comme Carter (2011) en s'appuyant sur la politique d'emploi du gouvernement sud-africain suggèrent que dans un pays fortement divisé, une politique d'emploi adéquate est une étape importante vers la restauration de la légitimité de l'État. Cette étude de Carter(2011) qui a montré qu'en Afrique du Sud, lorsque les citoyens évaluent positivement le gouvernement en matière de création d'emplois, ils sont plus susceptibles de percevoir l'État comme légitime.

4. Discussion

La discussion porte sur les résultats que nous venons d'interpréter, pour les confronter notamment à la littérature qui s'y est penchée afin de faire ressortir les similitudes, les contradictions, les nuances, etc. Concernant la prévention et le maintien de la paix une similitude apparait entre nos analyses et celles de beaucoup d'acteurs comme Durkheim Émile, (1992) Barrault-Stella Lorenzo et Goastellec Gaële, (2015), et surtout Namiyate Yabouri (2023 : 1) qui pensent comme nous que « les politiques éducatives d'une société devraient nécessairement intégrer, au moyen des curricula d'éducation et de formation, les défis sociaux comme la cohésion sociale, la citoyenneté démocratique et les valeurs du vivre-ensemble ». Par contre une opposition apparait entre nos analyses et celle d'Agga Alhat (2000) qui tient en partie l'école comme responsable de l'insécurité.

Au niveau de la formation professionnelle et sa contributions au maintien de la paix une similitude apparait entre nos analyses et celles de beaucoup d'autres comme Carter D. (2011) ; et Brett R et I. Sprecht. (2004). Par contre des contradictions apparaissent en partie entre nos analyses et celles d Assi José Carlos Kimou, Zié Ballo et Ismahel Abdoul Barry (2022) qui ont démontré que les multiples programmes d'insertion ont eu peu d'impact sur le règlement de la crise ivoirienne.

Conclusion

L'éducation à la paix constitue un levier essentiel pour prévenir les conflits et favoriser une reconstruction durable. Son implémentation requiert l'implication de tous les acteurs du système éducatif ainsi qu'une volonté politique forte pour inscrire ces valeurs dans les pratiques pédagogiques et les politiques publiques. Nous vivons dans un monde où la sécurité et l'insécurité coexistent paradoxalement au sein d'un même espace, formant ainsi un « village global » où ces deux notions, bien que fondamentalement opposées, s'entremêlent et s'influencent mutuellement. L'insécurité, définie comme « un manque de sécurité ; une inquiétude provoquée par l'éventualité d'un danger » (Toupictionnaire : Le dictionnaire de politique, 2011 : 234) ne constitue en réalité que la conséquence directe des menaces exercées par divers mouvements et entités criminelles. Ces acteurs, motivés par des intérêts stratégiques, économiques ou idéologiques, exploitent les failles des systèmes sécuritaires pour s'étendre et prospérer dans le temps et l'espace (Laldji, 2016).

Dans ce contexte, la sécurité ne peut être perçue comme un état statique, mais plutôt comme un équilibre fragile et en perpétuelle redéfinition. La montée des menaces transnationales – terrorisme, cybercriminalité, conflits armés, criminalité organisée – impose une réflexion approfondie sur la capacité des

États et des institutions internationales à anticiper, prévenir et répondre aux nouvelles formes d'insécurité. Ainsi, au-delà des stratégies de répression, une approche intégrée et multidimensionnelle de la sécurité s'impose. Celle-ci doit inclure :

- ✓ Une coopération renforcée entre les États et les organismes internationaux pour lutter contre les menaces globales.
- ✓ Une approche préventive axée sur le développement économique, l'éducation et la promotion de la justice sociale.
- ✓ L'implication des communautés locales dans la gestion de la sécurité afin de renforcer la résilience face aux facteurs d'insécurité.

En somme, la sécurité ne saurait être considérée comme un simple rempart contre les menaces, mais bien comme un processus dynamique nécessitant une adaptation constante aux réalités du monde moderne.

Bibliographie

ABDELJALIL Akkari et MOUSSA Sagayer, 2021, « 'Education dans les situations d'urgence en Afrique de l'Ouest : contexte, solutions expérimentées et alternatives possibles », *Encres*, no. 13

AGGA Alhat, 2000, *Histoire de l'Education au Niger : De la Pénétration Coloniale au Coup d'Etat Militaire (1898-1974)*, Éditions universitaires européennes DOI

ALPHA GADO Boureima, 1998, « Environnement et pauvreté au Niger : Crises écologiques, migrations et pauvreté urbaine ». In : *Annales* de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, ed. Urbanisation et pauvreté en Afrique de l'Ouest. Niamey, Actes

du colloque du Département de Géographie/FLSH/UAM, n° hors-série, p. 63-78.

ASSI JOSE CARLOS Kimou et *al*, 2022, *Employabilité des Jeunes et Consolidation de la Paix au Sortir d'Un Conflit en Côte d'Ivoire : Preuves d'Un Essai Contrôlé Aléatoire. Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique*

ASSOCIATION Sénégalaise pour l'école instrument de paix, 2010, *Rapport de la formation des jeunes militants des droits de l'homme*, EIP (Sénégal)

Banque mondiale, 2011, *Rapport sur le développement dans le monde : Conflits, sécurité et développement*, World Development Report (DECWD) ISBN978-2-7440-7531-5 >ISSN0163-5085

BENOIT Lallau et *al*, 2018, « Introduction : la résilience peut-elle passer de la théorie aux pratiques ? », *Revue internationale des études de développement* p. 9-25

BERNARD Charlot, 2000. *Rapports aux savoirs et apprentissages des sciences*. Sfax, Tunisie : Faculté des Sciences Revista Internacional Educon| ISSN 2675-672Volume 2, n. 1, e21021001, jan./mar.2021

BRETT R. et SPRECHT I., 2004. *Young Soldiers: Why They Choose to Fight*, Colorado, Lynne Rienner Publishers

BOULTON M. J. & UNDERWOOD K., 1993. « Bully/victim problems among middle school children. » *European Education*, 25, 18-37. doi10.2753/EUE1056-4934250318.

BOURDIEU Jean-Claude Passeron, 1970, *La Reproduction* les éditions de minuit.

CARRA Faggianelli, 2011, *Les violences à l'école*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2011, 126 p., ISBN : 9782130588283.

CATHERINE Blaya, 2013, *Prises de risque et cyberviolence*. De Boeck Supérieur 1^{re} édition - Pédagogies en développement pages 235

CARTER D., 2011. "Sources of State Legitimacy in Contemporary South Africa: A Theory of Political Goods",

Afrobarometer Working Papers/No.

134,<http://www.afrobarometer.org/index>.

PHP?

Option=com_docman&task=doc_download&gid=805&Itemid=39

CECILE CARRA sem-link et FRANÇOISE Sicot, 1996, « Perturbations et violences à l'école », *Déviance et société*, pp 85-97

7 (n° 881, octobre 2002). Pp 74

CHANDLER D., 2012, « Resilience and Human Security: The Post-Interventionist Paradigm », *Security Dialogue*, vol. 43, no 3, p. 213-229.

COLLIER P. & HOFFFLER A., 2004, "Greed and grievance in civil war", Oxford *Economic Papers*, vol. 56, pp. 563-595.

ENNIO Miccoli, 2018, Les lignes directrices l'éducation en situations d'urgence COOPI, République centrafricaine

EULOGE Bibalou et ROMARIC FRANCK Quentin de Mongaryas, 2024, « Riposte contre les violences scolaires au Gabon : un mythe de Sisyphe ? », *Revue Africaine des Sciences de l'Éducation et de la Formation*, Numéro spécial, no 2, août 2024 ISSN 2756-7575 (En ligne)

FONTAINE Audray, 2018, « L'éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde. (N. Mandela), La psychiatrie de demain s'écrit-elle dans les livres des apprenants d'aujourd'hui ». *French Journal of Psychiatry*, 1, p ;S51 Vol 1 - N° S, pp S51

HALILOU GARBA Mahamadou, 2025, « Influence des médias sur la violence en milieu scolaire dans les écoles primaires de l'inspection communale de l'enseignement primaire Maradi », Vol 1 N°2 Janvier 2025, *Relecture d'Afrique*, pp 140-172

MOHAMED Sagayar Moussa, 2021, « Éducation à la citoyenneté : étude et analyse des approches pédagogiques dans les écoles du Niger », *Mu kara sani*, 2021, n°034

- MOUNIR Laldji, 2016, « Les menaces des entités criminelles transnationales sur la sécurité intérieure des États, droit et société », *Revue Africaine sur le Terrorisme*, N°6, Pages 43 à 62,
- MOUNKAILA Harouna, 2002, « De la migration circulaire à l'abandon du territoire local dans le Zarmaganda (Niger). » [En ligne] *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 18, n° 2, <http://remi.revues.org/1662> ; DOI : 10.4000/remi.1662
DOI : 10.4000/remi.1662
- YABOURI Namiyate, 2023, « Comprendre les politiques éducatives dans une perspective d'intelligence et de paix sociales », *revue Échanges*, no 020, juin 2023. Pp.810.
- Niger : *Rapport National de l'étude sur les « Obstacles à l'accès et à la continuité de l'éducation pour les enfants en situation de déplacement forcé dans la région du Sahel Central » 2022-2023* UNICEF
- PATRICK Gilliard P., 2005. *L'extrême pauvreté au Niger* - Éditions Karthala, Paris
- PATRICK Gilliard, 2006, « Pauvreté et mobilités circulaires campagnes villes au Niger (2006) », *Géo confluences*, Paris, Karthala
- ROBERT Castel, 2003, auteur de "L'insécurité sociale : « Qu'est-ce qu'être protégé ? » Editions du Seuil, Paris
- UNICEF, 2014, *rapport annuel de L'UNICEF 2014*
- YOUSOUFOU Hamadou Daouda, 2011, « Conflits armés, inégalités et pauvreté : quelles interactions dans la région nord du Niger ? », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, Pp. 831-848.
- COLLIER P. & HOFFFLER A., 2004, "Greed and grievance in civil war", *Oxford Economic Papers*, vol. 56, pp. 563-595.